BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.
Un an . . 30 fr.	Un an . . 40 fr.

ADMINISTRATION & REDACTION
96, Quai Jemmapes, PARIS-X^e^
Téléphone : Combat 08-02
Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99

TROISIÈME ANNÉE — N° 33
1er Mai 1927
Prix du numéro 1 50
(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

Le Carnet du Sauvage :

Le 1er Mai. — L'armature du parti socialiste . . . . . P. MONATTE.

Le mouvement ouvrier de Grande-Bretagne. . . . . R. W. POSTGATE.

L'Asie qui bouge . . . . . R. LOUZON.

A TRAVERS LES LIVRES

La vie chère et le mouvement social sous la Terreur, d'Albert Mathiez (Antoine RICHARD). — *Notes et souvenirs*, de Maxime Gorki (B. GIAUFFRET). — *Les coulisses d'une Sûreté générale*, de Victor-Serge (A. R.).

NOTES ÉCONOMIQUES

Nouveau signe d'une prochaine phase d'activité économique. — La hausse des dividendes dans les charbonnages (R. LOUZON).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le réveil chez Citroën. — Les terrassiers se libèrent. — Au congrès des Chantiers. — La bolchévisation continue au Syndicat parisien des Métaux. — Abdication (F. C.).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine. — Les intellectuels contre la loi Boncour-Buat. — Une lutte internationale des marins. — Les conditions de l'admission des fonctionnaires.

Le Carnet du Sauvage

Le 1er Mai.

Tombant un dimanche, le 1er Mai n'aura pas cette année son caractère habituel. Au lieu d'une journée de manifestation, de chômage volontaire, c'est-à-dire de grève d'un jour, — grève que des travailleurs des services publics surtout auraient été appelés à faire — ce sera une journée de réunions, de fêtes et de pique-nique.

Cependant quelques syndicats à Paris, au premier rang celui des chauffeurs de taxis, n'ont pas voulu rompre avec la tradition; comme les autres années, leurs adhérents chômeront. Ce geste montre combien la tradition du 1er Mai reste vivace.

L'attachement au 1er Mai est un fait que souvent les analystes minutieux n'ont pu s'expliquer. Je me souviens d'un article où le père Sorel disait ne plus saisir les raisons d'une telle manifestation. Les années passent, mais la classe ouvrière reste attachée à sa manifestation internationale. De même que beaucoup de catholiques ne vont à la messe qu'une fois l'an, le jour de Pâques, beaucoup d'ouvriers ne témoignent de leur sentiment de classe qu'un jour dans l'année, le 1er Mai. C'est peu, bien sûr, mais c'est quelque chose. Et c'est la preuve que pour les ouvriers de tous les pays le 1er Mai reste comme un double symbole : face au capitalisme, le prolétariat se redresse les bras croisés; d'un bout à l'autre du monde, les exploités sentent instinctivement la solidarité qui devrait les unir.

Selon le vers de l'hymne révolutionnaire, en ce jour, un même cœur bat partout. Il bat plus ou moins fort, suivant que le mouvement ouvrier traverse une phase d'espoir ou bien une phase de découragement. Mais l'essentiel c'est qu'il ne s'arrête jamais de battre.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale)

Depuis 1890, où entra en application pour la première fois la proposition faite par Raymond Lavigne, de Bordeaux, au Congrès international socialiste de Paris, de juillet 1889, le 1er Mai a marqué les hauts et les bas du mouvement ouvrier. A trois époques, dans notre pays, la bourgeoisie a tremblé ce jour-là, en 1890 et 1891, en 1906, en 1919 et 1920; de quinze ans en quinze ans, dirait-on.

Nous sommes dans une période de dépression ouvrière. Au sortir de la guerre, la bourgeoisie était démoralisée, ayant complètement perdu confiance en elle, mais elle a retrouvé ou cherche à se convaincre d'avoir retrouvé cette confiance en son rôle de classe directrice. Baldwin disait récemment que le dix-neuvième siècle avait été le siècle de l'industrialisation mais que le vingtième serait celui de l'organisation industrielle.

L'espoir de la bourgeoisie est vain. Il n'est pas d'organisation industrielle possible sans briser les cadres des Etats nationaux bourgeois; c'est le développement industriel lui-même qui fait craquer la vieille société; la classe ouvrière se refusera à subir la charge d'une rationalisation se traduisant pour elle par une intensification forcenée de l'effort musculaire et par un chômage endémique.

Si les périodes de dépression entraînent le recours à l'action parlementaire, les périodes d'espoir appellent l'action directe. L'ouvrier anglais a déterré en 1926 l'arme de la grève générale qu'il avait forgée en 1833; à son tour, l'ouvrier américain déterrera un jour prochain l'action directe qui avait animé son mouvement du 1er mai 1886 pour les huit heures, mouvement qui inspira à Raymond Lavigne sa proposition de 1889. Chaque effort d'un mouvement ouvrier réagit sur tous les autres mouvements et se prolonge en eux créant ainsi les conditions, non plus d'une simple manifestation, mais de l'action internationale.

En ce 1er Mai, dans toutes les réunions qui se tiendront, on pensera, on parlera des ouvriers révolutionnaires que la bourgeoisie tient dans ses prisons, de Sacco et Vanzetti dans les prisons américaines, de Maurin et des 800 camarades qui sont depuis des années dans les prisons espagnoles, des Italiens déportés en masse au domicile forcé, des martyrs bulgares et roumains; on pensera aussi aux ouvriers que la jeune bourgeoisie chinoise fusille à Shanghaï.

Partout aussi, les huit heures étant liées au 1er Mai, on appellera à la lutte pour leur défense. Les réformes que la bourgeoisie avait dû consentir, comme du lest jeté, au sortir de la guerre, sont détruites peu à peu. On les sauvegardera par la force de l'organisation et non par des supplications. Récemment, un rédacteur du « Peuple » rappelait les « paroles regrettables » sur la loi de huit heures que j'aurais prononcées au Congrès confédéral de Lyon, en 1919. Ces paroles, je ne les regrette point; je les trouve aussi justes maintenant qu'alors. Alors, un grand patron disait qu'il préférait faire le sacrifice volontaire d'un bras pour sauver le reste du corps. C'est dans cet esprit que le patronat accepta la loi de huit heures. Mais passé le danger, dissipée la peur de la révolution, le patronat a repris ses sacrifices d'un moment, opération qui lui est d'autant plus facile que les ouvriers sont désunis. Les huit heures, comme toutes les autres réformes, y compris les assurances sociales, ne seront pas défendues ou conquises en mendiant mais en luttant pied à pied. C'est une vérité éclatante, non seulement pour les travailleurs français, mais pour les travailleurs de tous les pays.

L'armature du parti socialiste.

Dans le « Populaire » du 25 avril, Séverac s'est réjoui que le Congrès socialiste qui vient de se tenir à Lyon ait montré que le parti socialiste était assez sûr de son armature pour ne plus craindre l'absence d'une motion d'unanimité.

Je suis moins convaincu de la solidarité de cette armature. Ce qui me paraît, au contraire, caractériser ce Congrès, c'est la peur qu'on a montré d'aborder les problèmes qui passionnent et divisent intérieurement le parti. On ne les a pas abordés, mais ils ont pesé néanmoins sur les débats. Boncour a refusé de venir devant le Congrès défendre sa politique et particulièrement son projet de loi militaire. Très habilement, dans sa lettre de refus, il a rappelé que ce projet avait été accepté par l'unanimité du groupe parlementaire. Attaquer Boncour obligeait donc à attaquer tout le groupe parlementaire. C'était la lutte des militants de base contre les élus au Parlement. Il ne fallait pas donner un tel spectacle.

Mais qu'il ait été donné ou non, le fait reste qu'un profond malaise existe. Jusqu'à quand ? Et suffirait-il pour le dissiper que Boncour sortît un jour du parti comme en sortit hier Alexandre Varenne, et dans le passé Augagneur, Viviani, Briand, Millerand ?

La situation ne me semble pas la même. Nous assistons à un glissement des partis; le Parti communiste reprend la place occupée il y a vingt ou trente ans par le parti socialiste qui reprend, lui, la place du parti radical-socialiste irrémédiablement entré dans la pourriture opportuniste. Mais au sein du parti socialiste, de nombreux éléments se cramponnent, ne veulent pas couler à pic et aspirent à garder leur position d'autrefois. Comment faire ? On se garde de le dire, mais je serais surpris qu'on n'y pensât pas. Surtout quand on voit l' « Humanité » asséner du « vieux doctrinaire guesdiste » sur la tête de Compère-Morel. Ma foi, pourquoi le Compère-Morel de la « France Libre » et le Cachin de la mission auprès de Mussolini ne seraient-ils pas les deux têtes d'un nouveau grand parti où se fondraient la gauche socialiste et la droite communiste ? L'un apporterait 100 députés et 100.000 membres, l'autre l' « Humanité » et peut-être la bénédiction de Moscou.

Je ne vous garantis que cela arrivera sûrement. Je me contente de dire que cette hypothèse comporte pas mal de chances. Elle en possédera beaucoup plus encore si l'espoir de former un cabinet socialiste homogène, qui vivrait de l'appui des radicaux-socialistes et des communistes, est rendu irréalisable dans la prochaine législature par une victoire électorale du Bloc National. Adieu l'espoir d'un cabinet socialiste, adieu l'unité du parti socialiste !

P. MONATTE.

❀ ❀ ❀

LE MOUVEMENT OUVRIER
DE GRANDE-BRETAGNE (1)

Le Labour Party.

Jusqu'en 1900, le mouvement trade-unioniste, qui est l'épine dorsale du Labour Party, poursuivit la politique dans laquelle, seule aujourd'hui dans le monde, l'*American Federation of Labor* persiste : il faut « récompenser nos amis et punir nos ennemis ». Les positions des partis républicain et démocratique étaient occupées ici — en prenant les choses de haut — par les partis conservateur et libéral, deux grandes organisations qui alternaient amiablement au pouvoir. Les leaders trade-unionistes du temps de la reine Victoria avaient une forte préférence pour les libéraux, mais, quand la tactique l'exigeait, ils n'hésitaient pas à soutenir les conservateurs. Dans leur opinion, il n'y avait nul besoin de changements profonds dans l'ordre établi. La prospérité était générale et ils étaient politiquement trop myopes pour se rendre compte que ce « bon temps » aurait une fin.

Mais cette fin arriva et déjà dans les dernières années du XIX^e^ siècle la lutte devint de plus en plus âpre entre les ouvriers et les patrons. Les deux vieux partis politiques, conservateur et libéral, étaient financés et contrôlés par les banquiers et les patrons qui s'assuraient ainsi une politique favorable à leurs intérêts. Le trade-unioniste du type ancien se trouvait voter un jour pour l'homme de paille d'un employeur que le lendemain il devait inscrire sur la liste noire des pires exploiteurs. Le trade-unioniste le plus borné se rendit compte que de tels hommes ne pourraient jamais défendre ses intérêts et devint favorable à la conception d'une action politique indépendante. Mais un nouveau parti politique sans un nouveau programme politique ne peut exister — et c'est ici que les socialistes entrent en scène.

Keir Hardie, un mineur d'Ecosse, tient dans la mémoire des socialistes britanniques une place analogue à celle de Debs pour l'Amérique. Il fut un des fondateurs de l'*Inaependent Labour Party* (I. L. P.) qui, en 1899, entra en contact avec le Trades Union Congress, l'invitant à adopter une proposition d'action commune pour l'envoi de travaillistes au Parlement. Il en résulta une alliance entre les Unions et les socialistes qui devint le Labour Party. Dans la Chambre des Communes de 1906, le nouveau parti — renforcé d'un certain nombre de députés-mineurs — comptait quarante membres. Cependant, pour un assez long temps, l'alliance manqua de cordialité : socialistes et trade-unionistes se querellaient fréquemment et vingt années s'écoulèrent avant que les trade-unions n'acceptent le programme socialiste sans réserve.

Jusqu'à la fin de la guerre, le Labour Party resta sur la même base : une alliance entre l'I. L. P. et quelques autres organisations socialistes, et les trade-unions. Mais en 1919, le Labour Party créa ses propres sections locales, accentuant ainsi le caractère compliqué de son organisation. Souvent, les Trades Councils, qui sont affiliés au Trades Union Congress, agissent en même temps comme sections locales du Labour Party. Ainsi, dans le Labour Party, se trouvent : l'I. L. P. avec son organisation nationale et ses 1.100 sections ; les sections du Labour Party avec leurs propres membres, dans chaque circonscription électorale (sauf deux exceptions), et les grandes trade-unions. On comprend qu'il y ait, à l'occasion, des frictions entre ces divers éléments, mais elles restent d'ordre secondaire et ne sont jamais de nature à mettre en jeu l'existence de l'organisation elle-même.

On sait que depuis que vingt-neuf travaillistes entrèrent au Parlement en 1906, sous la direction du souple Ramsay Macdonald, des changements considérables se sont produits. Le grand parti libéral qui tenait le Labour Party sous son aile, s'est effondré. Il eut une fois 360 députés ; il en a maintenant 36. Il a été chassé de la scène par le Labour Party qui, aujourd'hui, se dresse devant le Parti conservateur comme opposition officielle. Quelques libéraux se sont ralliés au Labour Party où leur présence constitue un sérieux problème pour les socialistes conscients. D'autres sont allés chez les conservateurs et surpassent leurs nouveaux collègues par leur impérialisme et leur volonté d'abaisser le niveau de vie des ouvriers.

Le Labour Party, naturellement, n'a pas échappé aux difficultés ni aux dangers de la croissance. Il n'a pas simplement absorbé les libéraux qui venaient à lui en ne donnant que l'adhésion la plus vague à son programme socialiste; ses propres leaders, en plusieurs circonstances, ont fait de grands pas en arrière. Quand une classe opprimée choisit quelques-uns de ses propres membres et leur confie des postes importants de direction, il arrive toujours que certains de ces nouveaux chefs s'assagissent et ralentissent leur zèle. Des conditions qui leur semblaient intolérables quand ils se sentaient eux-mêmes exploités, leur semblent moins intolérables quand leur propre situation est devenue plus aisée : ils temporisent et invoquent, selon les mots même de l'un d'eux, « l'inévitabilité d'une lente évolution progressive ».

Cette tendance se manifesta de la manière la plus frappante en 1924 quand le premier ministère travailliste fut constitué. Pour beaucoup, c'était le point culminant des espérances de toute une vie et pourtant, le fait est indéniable, on constata, après neuf mois d'existence du gouvernement travailliste, un immense désappointement. Il est vrai que le gouvernement ne disposait pas de la majorité aux Communes et dépendait des libéraux. Néanmoins, ce fut une cause de surprise légitime qu'il ne fît pas effort pour réaliser le programme socialiste adopté par le Parti dans ses Congrès. Mac Donald choisit tous ses ministres parmi les éléments d'extrême droite, avec la seule exception de J. Wheatley, de Glascow, ministre de l'Hygiène; de plus, il en prit même, tel lord Chelmsford, qui n'appartenaient pas au Labour Party. Dans ses premières semaines d'existence, le nouveau gouvernement tenta de réaliser quelques points de son programme. Il entama des négociations avec la Russie; il brisa un plan provocateur et insensé de création d'une puissante base navale dans le Pacifique. Mais il permit aux négociations avec la Russie de traîner en longueur et il menaça la paix internationale par la mise en chantier de cinq nouveaux croiseurs. Son budget ne fut rien de plus qu'un budget libéral. Il réconcilia la France et l'Allemagne temporairement en donnant son appui à la réalisation du « Plan Dawes » qui détruisit le travail de toute une génération de socialistes allemands et mit le pays sous la dictature conjuguée de Wall Street et de la City. Le pire de tout est qu'il ne manifesta pas

(1) Voir la *Révolution Prolétarienne*, n° 31.

clairement sa volonté de s'engager sur la voie du socialisme. Dans beaucoup de cas (aux ministères de l'Hygiène et de l'Instruction publique) il témoigna d'une remarquable capacité d'organisation, compréhensive et neuve. Mais où étaient les lois promises pour la « nationalisation des moyens de production et d'échange », la nationalisation des mines, des banques, la réduction des forces armées ? Aucun projet en ce sens ne vit le jour. Et bientôt le gouvernement se laissa entraîner à menacer la liberté d'écrire en poursuivant les communistes et quand il essaya de freiner il fut ignominieusement chassé du pouvoir.

Naturellement, une expérience aussi pénible donna au parti matière à penser. Quelques-uns la jugeaient avec complaisance et estimaient qu'il y avait lieu de modeler encore davantage le Labour Party sur le type du vieux parti libéral. Parmi ceux-ci presque tous appartenaient à la catégorie qui occupe des postes salariés et se trouve à la direction. D'autres adoptèrent une vue opposée et un mouvement pour « le socialisme dans notre temps » surgit. Un programme basé sur cette conception fut adopté par le propre parti de Mac Donald, l'I. L. P., en 1926 et depuis de vives controverses entre les éléments opposés ont agité le mouvement ouvrier tout entier. Nul ne peut dire encore où elles mèneront. Mais il n'y a que deux issues possibles. Ou le courant d'aile gauche qui veut le socialisme maintenant prévaudra et le Labour Party suivra la voie que Keir Hardie lui traçait. Ou les fonctionnaires et autres éléments de droite triompheront; dans ce cas, le Labour Party suivra le Parti libéral dans son éclipse et les mécontentements et les espoirs des travailleurs devront chercher un autre interprète. Il est possible que cet interprète soit le Parti communiste.

Le Parti communiste.

Introduire une appréciation du Parti communiste dans un article sur les problèmes ouvriers c'est apporter un élément de trouble. A moins que vous louiez les communistes d'une manière extravagante, vous êtes voué aux pires attaques de leur part qui, heureusement, seront exprimées dans cet anglais particulier et illisible qu'ils ont inventé. (Il n'y a pas longtemps qu'un communiste allemand fut accusé en plein congrès de « crypto-néo-brandlérisme » et, en Angleterre, tout récemment, un jury perplexe écouta la lecture d'interminables « thèses » qui s'achevaient par un avertissement solennel contre les « déviations centristes de la norme idéologique ». Comment un homme sain peut penser qu'il aide les travailleurs en écrivant de pompeuses stupidités de ce genre, cela me dépasse.) Et à moins que vous ne les chargiez de tous les crimes, l'autre côté vous dénonce comme fou ou agent secret.

Aussi, puisqu'il est impossible de les passer sous silence, peut-être ne pourrais-je mieux faire que d'exposer ma propre position et le lecteur sera à même de juger. Je ne suis pas membre du Parti communiste bien que je l'aie été et que j'aie eu la charge de son journal, d'abord comme adjoint, puis sous ma pleine responsabilité. Je suis convaincu que la position communiste fondamentale est juste, c'est-à-dire qu'il y a une lutte incessante entre les capitalistes et les ouvriers, que c'est là le facteur principal de la vie politique d'aujourd'hui et que nous devons agir constamment en ayant ceci présent à l'esprit, et enfin qu'avant qu'elle admette sa défaite la classe capitaliste, ou du moins une partie d'elle, aura probablement recours au fascisme ou à quelque autre méthode violente pour défendre ses privilèges. Où les communistes se trompent c'est dans leur affectation de se considérer eux-mêmes comme les seuls vrais défenseurs des ouvriers et de croire que tous les autres sont des imbéciles ou des canailles. Ainsi ils traitent les éléments ouvriers de l'aile gauche aussi bien que ceux de l'aile droite comme des ennemis qu'il faut combattre par tous les moyens. On ne peut pas travailler avec eux, et, en conséquence, leur attitude entraîne la division, au lieu de l'unité, dans les rangs ouvriers. Les hommes qui, comme moi, signalent cette erreur dangereuse sont aussitôt accablés d'injures.

Le Parti communiste de Grande-Bretagne suit cette tactique aussi pleinement qu'il le peut. Il croit, pas toujours avec raison, qu'il peut traiter les autres membres du mouvement ouvrier comme des pions. Il a peu de membres. Avant la grève générale, il en comptait 5.000 dont 3.500 seulement cotisant régulièrement. Depuis, l'effectif s'est accru; il a vraisemblablement doublé, mais combien de temps cela durera-t-il, nul ne peut le dire. Le Parti a déjà connu de tels poussées et reculs.

Le Parti communiste serait maintenant pratiquement éteint si une aide financière internationale n'était intervenue. Déjà, en 1923, il était presque mort. Les ouvriers russes ont été très généreux, mais leur aide a été mal employée, quelquefois gaspillée de façon dégoûtante. Une Commission spéciale, en 1922, mit fin aux pires scandales. En conséquence de cette épuration, la vente de l'organe officiel fut placée sur une base convenable, chaque adhérent devint un agent actif et une plus grande initiative se manifesta dans la masse du Parti. Peut-être aurait-on assisté à une renaissance si ce qu'on a appelé la « bolchévisation » n'était justement survenue. Cela signifie non seulement l'hostilité à tous les militants du mouvement ouvrier non affiliés au Parti, mais une organisation hiérarchique extraordinaire et presque inconcevable, modelée sur la Russie, avec des « orgbureaux », des « politbureaux » et toutes sortes d'échelons, de rouages bureaucratiques que seul un bureaucrate dément eût pu imaginer.

Paralysé par cette énorme machine, il n'est pas étonnant que le Parti soit beaucoup moins important que les organisations camouflées. De celles-ci, prenons d'abord la presse. Une revue jadis influente, le *Labour Monthly*, a cessé de l'être. Son tirage oscille, dit-on, entre 2 et 3.000. Le *Sunday Worker* est un journal du dimanche dont le tirage est actuellement de 80.000 environ, mais décline. Il prétend être un organe de l'aile gauche, mais en fait seuls des communistes le dirigent. Quelle est son influence ? C'est une question qu'on peut se poser. Il s'est efforcé de constituer une aile gauche domestiquée marchant dans le sillage du Parti communiste mais s'est heurté aux autres éléments de gauche et une grande souscription nationale lancée par lui n'a recueilli que dix-sept livres sterling en une quinzaine. Il bénéficie grandement d'être la seule publication ouvrière mise en vente le dimanche.

D'autre part, le mouvement minoritaire a un succès indéniable. Son secrétaire, Harry Pollitt, est toujours écouté avec attention dans les congrès, à la différence d'autres communistes braillards qui provoquent le dégoût. En fait, le succès

même de ce mouvement est un signe certain de la sottise de la politique orthodoxe, car ce succès a été acquis par une organisation patiente, la reconnaissance des faits et la coopération loyale avec les autres militants du mouvement. Celui-ci tend à grouper tous ceux qui, dans les trade-unions, veulent une politique de gauche : substituer l'organisation par industries à l'organisation par métiers, renforcer les pouvoirs du Conseil général, poursuivre la nationalisation des grandes industries avec contrôle ouvrier. Dans une grande mesure, le mouvement minoritaire a travaillé à la réalisation de ce programme et ses congrès ont été suivis par des trade-unionistes qui ne voudraient à aucun prix adhérer au Parti communiste.

Mais ici encore la malfaisance du Parti communiste se manifeste et gêne le développement du mouvement minoritaire. Les instructions secrètes de l'Internationale communiste, saisies au cours d'une perquisition policière, et publiées, stipulent que les communistes ne doivent, en aucun cas, laisser le mouvement « glisser de leurs mains », ce qui signifie que les communistes doivent tout diriger de la coulisse et placer des hommes à eux dans tous les postes importants. Mais, tôt ou tard, les ouvriers qui participent à ce mouvement, voudront le contrôler eux-mêmes, et s'ils en sont empêchés par une stratégie, soi-disant léniniste, ils s'en iront.

En résumé, le Parti communiste durera aussi longtemps qu'il sera soutenu par l'aide internationale et aussi longtemps que les capitalistes britanniques continueront de fournir la preuve que ses affirmations fondamentales sont justes. Mais aussi longtemps qu'il persistera dans sa présente politique, il est peu probable qu'il grandisse et se développe. Il piétinera sur place, à la fois incapable de diriger toute action ouvrière efficace et capable, seulement, de gêner tous ceux qui pourraient le remplacer dans cette tâche. Comme en 1922, quelque 3 ou 4.000 membres le rallieront en temps de crise et le quitteront avec le même ensemble après une expérience de quelques mois.

La Coopération.

Le mouvement coopératif britannique est presque aussi nombreux que le Labour Party. Il compte plus de trois millions de membres. Mais faut-il dire « mouvement » ? Les coopératives constituent une organisation qui est presque sans mouvement, pas absolument engourdie, mais, dans certains cas, bien près de l'être. A ceci il y a deux raisons. La première est que si les coopératives sont contrôlées et dirigées par la même classe, les ouvriers, elles sont avant tout sous l'influence des femmes. La Guilde Coopérative féminine, par exemple, est dix fois plus nombreuse que celle des hommes (50.000 contre 5.000). L'éducation politique des femmes en Angleterre est de date récente — le droit de vote ne leur a été accordé qu'en 1918 — et elles inclinent toujours vers le conservatisme. Mais ce facteur peut être facilement exagéré; il y a des causes plus profondes qui sont, d'abord, l'origine des coopératives; ensuite. leur fonction particulière. Avant tout, elles doivent faire des affaires et répartir des dividendes. Quelques sociétés donnent un dividende aussi élevé que 3 shillings 6 pence par livre sterling sur toutes les ventes. Leurs conseils d'administration ne s'intéressent plus qu'aux bilans tandis qu'un trade-unioniste se voit chaque jour brutalement rappelé qu'il a un ennemi à combattre et qu'il est un soldat de l'armée du travail.

De plus, le mouvement coopératif actuel date d'une période de paix sociale. Le premier mouvement coopératif (1820-1830) prit son inspiration dans les enseignements de Robert Owen, mais il était formé surtout d'associations de production, non de répartition de marchandises, et il s'éteignit assez vite. Le mouvement présent débute avec les Pionniers de Rochdale, en 1844. Ces hommes étaient vingt-huit pauvres tisserands qui créèrent un petit magasin basé sur le principe de la répartition d'un dividende proportionné aux achats. Ainsi les membres se voyaient récompensés de leur fidélité à la Société et l'organisation prospérait. Le succès fut tel qu'on vit, avant longtemps, une société semblable dans chaque ville. En 1852 et en 1862 des lois furent votées qui permirent aux coopératives de se fédérer et d'instituer un magasin de gros, qui les libéra des entreprises privées. En 1873, ce magasin de gros inaugura sa première manufacture et en 1876 il ouvrit sa première banque. Depuis lors, le développement a été constamment croissant et aujourd'hui le capital engagé atteint le chiffre de 128 millions de livres sterling.

Tout ce commerce réalisé en dehors des entreprises privées et qui échappe à l'emprise des financiers est très satisfaisant. Pourtant, il a des inconvénients. A l'origine, l'espérance des coopérateurs était que les magasins coopératifs, par leur expansion pacifique, élimineraient les commerçants privés et qu'ainsi l'entreprise privée ferait place pacifiquement et sans trouble à un état social plus juste. Mais, bien que dans beaucoup de villes du Nord, les magasins coopératifs dominent de beaucoup tous les autres, le mouvement n'a pas réussi à pénétrer réellement dans les industries fondamentales. Mines, chemins de fer, construction de navires, agriculture, mécanique : rien, ou presque rien. En dehors des denrées alimentaires, des meubles et du vêtement nécessaires aux ouvriers, les coopératives n'ont qu'une très faible importance. Le mouvement de fonds de la banque du Magasin de gros était, par exemple, en 1923, de 495 millions de livres sterling (dépôts et retraits). Tandis que la moyenne d'une des « cinq grandes » banques était, pour un mois seulement, et pour les dépôts seulement, de 1 milliard 536.700.000 livres sterling !

En outre, le mouvement a partiellement perdu l'idéalisme du début et est devenu une machine. Les 1.500 sociétés locales n'ont pas de contrôle effectif sur le Magasin de gros. Les conditions de travail du personnel sont seulement moyennes et une trade-union est constamment occupée à faire valoir les griefs, plus ou moins sérieux, des employés. Les provisions pour les œuvres éducatives ou politiques sont négligées ou totalement oubliées. Il existe un Parti coopératif, mais ce n'est rien qu'un appendice paresseux et faible du Labour Party. Les publications de l'Union coopérative (Fédération des coopératives, qui a pour tâche la propagande) atteignent rarement un niveau élevé et reflètent ce qu'il y a de vague et d'incertain dans les idées de beaucoup de coopérateurs. Dans quelques industries (le livre, par exemple), les coopératives sont accusées avec raison de persister dans des méthodes archaïques, peu productives.

Mais quand toutes ces réserves ont été faites,

la puissance et l'importance des coopératives restent immenses. Grâce à elles, une part importante de la vie ouvrière a été arrachée au contrôle de l'ennemi. Dans chaque crise, grève ou lockout, le service d'intendance est maintenant aux mains des ouvriers, s'ils le veulent. Lors du grand lockout de 1913, à Dublin, le Magasin de gros envoya un navire chargé de vivres en aide au mouvement que dirigeait alors Jim Larkin. En 1922, des coopératives accordèrent de longs crédits aux mineurs et durant la grève de 1926, des délégués de coopératives siégèrent dans plusieurs comités de grèves où leur collaboration se montra très précieuse.

Aussitôt que les ouvriers — ou au moins leurs femmes — le voudront, les deux mouvements coopératif et travailliste pourront former un bloc extrêmement puissant.

La presse ouvrière.

La presse ouvrière et coopérative, en Grande-Bretagne, n'est pas aussi forte qu'on pourrait le supposer. Les *Cooperative News* et les organes similaires n'ont ni grand tirage ni grande influence. Chaque trade-union a, naturellement, son journal. Il y a environ une douzaine d'hebdomadaires, parmi lesquels le *Lansbury's Labour Weekly* a le plus grand rayonnement. Il y a aussi quelques publications mensuelles. Mais la plus puissante est, évidemment, l'unique quotidien ouvrier, le *Daily Herald*, avec un tirage qui varie entre 300.000 et 400.000. Il fut fondé en 1911, comme quotidien révolutionnaire non dépendant des organisations centrales, et de 1912 à 1922 fut dirigé par George Lansbury qui lui conserva invariablement une tendance de gauche et contribua grandement à consolider sa puissance et sa réputation. En ces dernières années, le Conseil général des Trade-Unions et l'Exécutif du Labour Party en prirent le contrôle. Un « journaliste professionnel » fut alors appelé au poste de rédacteur en chef, ce qui eut des résultats désastreux. Heureusement, son règne a maintenant pris fin.

Il peut sembler étrange qu'il n'y ait qu'un quotidien ouvrier pour une population de 45 millions d'habitants. Ceci est dû à l'hégémonie dont dispose la presse londonienne. Les distances relativement peu considérables (600 milles au maximum) et les sommes énormes dépensées par les lords Rothermere, Beaverbrook et autres magnats du journalisme, ont presque tué la presse provinciale. Les journaux moins volumineux de villes comme Halifax et Wolverhampton ont été submergés par la concurrence du *Daily Mail* ou du *Daily Express*, de Londres. La seule chance de vivre qu'a un quotidien ouvrier c'est de s'installer à Londres et, de là, mener la dure bataille du mieux qu'il peut.

Ce tableau du mouvement ouvrier britannique ne serait pas complet sans une référence aux *Labour Colleges*, d'autant que nous croyons qu'ils sont uniques dans le monde ouvrier, sans excepter la Russie. Chaque pays a, naturellement, des organisations qui font appel à des universitaires pour faire des conférences aux ouvriers sur des sujets variés. Ceci peut avoir son intérêt, mais les *Labour Colleges* britanniques (qui ne reçoivent aucune espèce de subvention gouvernementale) sont allés plus loin. Ils se sont engagés dans ce qui est, en effet, un effort entrepris par les ouvriers pour s'éduquer *eux-mêmes*. L'expérience nous a enseigné que l'histoire et l'économie politique que des professeurs bien intentionnés viennent nous exposer sont viciées par des préjugés très sérieux, qu'ils en aient conscience ou non. Assez curieusement, leur économie tend toujours à prouver que l'entreprise privée et la concurrence sont réellement les meilleurs systèmes concevables. Leur histoire montre que le monde a progressé régulièrement jusqu'à ce qu'il ait atteint son plus haut degré de perfection, qui se trouve être encore l'âge de l'entreprise privée. Aujourd'hui, quand un homme a été sans travail pendant trois ans parce que les monopoleurs n'ont pas besoin de lui, il commence à douter et se demande si ce beau langage ne recouvre pas des mensonges, et c'est de ces doutes que les *Labour Colleges* sont nés.

Il y a maintenant environ 25.000 élèves qui fréquentent les *Labour Colleges*, la plupart suivant les classes du soir. Comme on peut le supposer, les écrits de Karl Marx tiennent une très grande place dans cet enseignement, mais les classes ne ressemblent jamais à ces réunions de « dévots » qui, parfois, prennent le nom de marxisme. L'étude est facilitée par une série de précis spécialement composés pour les *Labour Colleges* (une petite bibliothèque maintenant) qui vont de la psychologie à l'histoire de l'impérialisme.

Il y a, en face des *Labour Colleges*, une organisation rivale, selon le vieux style d' « éducation ouvrière ». C'est la *Workers' Educational Association*.

Les *Labour Colleges*, si faibles qu'ils puissent paraître, méritent de venir en conclusion de cette étude. Car c'est leur travail qui est le plus efficace et qui, finalement, sera le plus fructueux. Très peu de chose sépare les ouvriers britanniques d'un état social plus juste — sauf leur propre incertitude et le manque d'un clair programme. Trop nombreux sont encore ceux qui ne pensent pas par eux-mêmes. Il sont nés et vivent dans une atmosphère où le respect de la richesse est la règle et où l'homme le plus admiré est le plus avide, celui qui s'enrichit en piétinant les autres. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas radicalement chassé ces idées de leur tête, les ouvriers britanniques ne pourront pas être sûrs de la victoire.

R. W. POSTGATE.

LIGUE SYNDICALISTE

Deuxième réunion de la minorité syndicaliste de la région parisienne

Vendredi 6 Mai à 20 h. 30

Salle Rouillard, 6, rue Dupetit-Thouars
(Métro : *République* ou *Temple*)

ORDRE DU JOUR :

1° Organisation et action de la minorité;
2° Le Congrès confédéral.

Sont invités à cette réunion : tous les camarades appartenant aux minorités corporatives déjà constituées, ainsi que les camarades de toutes corporations qui veulent réagir contre l'emprise de plus en plus brutale et néfaste du Parti communiste sur nos syndicats.

Les exposés seront très courts de façon à permettre une discussion large.

L'ASIE QUI BOUGE

Les deux masses humaines.

Si l'on marque sur une carte du monde les pays où la densité de la population est supérieure à 50 habitants par kilomètre carré, c'est-à-dire supérieure à un peu moins que la densité moyenne de la France (71 habitants par kilomètre carré), on s'aperçoit que si on excepte en Amérique du Nord la région peu étendue qui est comprise entre New-York et les Grands Lacs, en Amérique du Sud celle plus restreinte encore qui borde le Rio de la Plata, et en Afrique l'étroite vallée du Nil, il n'y a que deux régions qui comprennent plus de 50 habitants au kilomètre carré, deux seules qui soient donc vraiment peuplées.

Ces deux régions se font pendant aux deux extrémités de l'Eurasie, l'une au Nord-Ouest, l'autre au Sud-Est. L'une, c'est ce qu'on est convenu d'appeler l'Occident; elle comprend l'Europe presque entière, sauf les Balkans, les pays scandinaves, une partie de l'Espagne, la plus grande partie de la Russie; l'autre c'est l'Extrême-Orient, et deux groupes, la Chine et le Japon d'un côté, l'Inde de l'autre, reliés l'un à l'autre par tout un chapelet de centres à haute densité; le delta du Tonkin, celui du Mékong, celui du Menam et de l'Iraouaddy, plusieurs points de la presqu'île de Malacca, la côte birmane, ainsi que l'île de Java, le pays le plus populeux du monde.

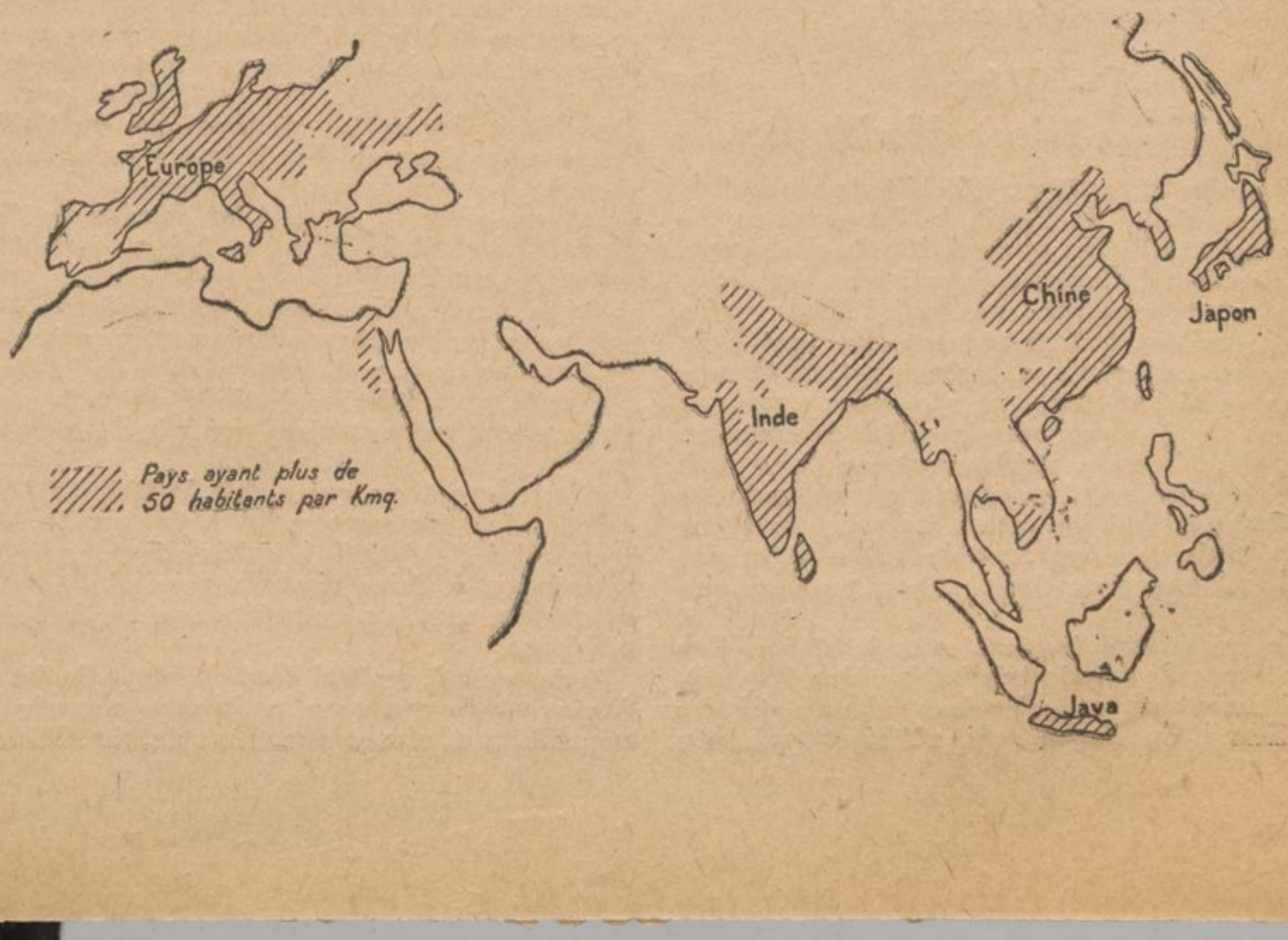
Tout le gros de la population humaine se trouve ainsi concentré en deux grandes masses. Ces masses, au point de vue quantité ne se font que partiellement équilibre : la seconde comprend le double d'hommes de la première: quelque 700 millions contre moins de 400. Mais le contraste entre elles est plus une différence de qualité que de quantité : la masse occidentale est une masse industrielle, c'est l'industrie qui en a produit le rassemblement; la masse orientale est une masse paysanne, c'est la culture, la culture intensive du sol qui en a permis la concentration.

La forte population de l'Europe est toute récente : au début du siècle dernier, l'Angleterre (Irlande comprise) n'avait que 16 millions d'habitants au lieu de 47 millions maintenant, la Prusse avait moins de 30 habitants par kilomètre carré au lieu de 123 aujourd'hui. Si l'Angleterre, l'Allemagne, la France même, peuvent nourrir leur forte population actuelle, c'est exclusivement parce que ces pays fabriquent en masse des produits industriels qu'ils échangent avec les autres pays, contre de la nourriture. Au contraire, les vallées du Gange, du Fleuve Jaune, du Yang-Tseu fournissent depuis des millénaires des aliments à une population sans doute sensiblement aussi nombreuse, en dehors des périodes de cataclysme, que celle d'aujourd'hui.

Transformation rapide.

Mais cet Extrême-Orient agricole est maintenant en plein bouleversement.

La transformation a commencé dans le dernier quart du siècle dernier. On sait la transformation ultra-rapide que subit, après la Révolution de 1868, le Japon. Sans cesser d'être un pays de culture, de culture intensive, à deux récoltes par an, il se « modernisa », c'est-à-dire s'industrialisa, copiant et s'assimilant avec une rapidité prodigieuse les procédés les plus récents de la technique européenne, et surtout américaine. Pendant la guerre, grâce aux besoins considérables de l'Europe, coïncidant avec une réduction forcée de sa production, cette industrialisation s'accrut à une vitesse encore plus grande. Le Japon qui en 1908 n'avait encore dans ses filatures de coton que 1.700.000 broches, en avait près de 4 millions après la guerre; le Japon qui en 1900 ne produisait pas encore une seule tonne de fonte, en pro-



duisait 60.000 dix ans après, et 400.000 en 1922, malgré la crise mondiale.

L'Inde, pendant longtemps, vit son développement industriel ralenti du fait de la domination britannique. Les filateurs de coton de Manchester, ceux de jute de Dundee, n'admettaient pas qu'il puisse se fonder à Bombay ou à Calcutta des usines travaillant sur place le coton et le jute, des usines qui les concurrenceraient et à l'achat de la matière première, et à la vente du produit manufacturé.

Mais on n'arrête pas le développement industriel; on peut parvenir momentanément à le ralentir, mais il finit toujours par triompher. Lorsque la technique a pénétré dans un pays, on a beau employer toutes les ressources de son ingéniosité, ou toutes les formes de la violence pour en limiter les applications à ce qui vous est personnellement utile, on finit toujours par être vaincu; la technique est une force incoercible, qui ne s'arrête qu'après avoir épuisé toutes ses possibilités.

Et c'est pourquoi cette industrialisation totale de l'Inde que Marx avait proclamée comme une certitude dès qu'y fut posé le premier rail, est actuellement, malgré les Anglais, en plein accomplissement. Pour pouvoir maintenir, au moins nominalement, sa domination, l'Angleterre a dû en effet consentir successivement à la levée de tous les obstacles qu'elle avait accumulés sur la voie de l'industrialisation. C'est pendant la guerre qu'elle dut faire les premières concessions : elle accorda à l'Inde de protéger son industrie textile par un droit de douane de 11 % sur les textiles étrangers, y compris ceux venant d'Angleterre; puis elle consentit des droits de douane de 20 à 25 % sur les produits métallurgiques, ainsi qu'une subvention à l'industrie lourde pour la construction du matériel de chemin de fer; enfin, le grand triomphe : sous la pression du lock-out de Bombay en 1925, elle abolit le droit de sortie sur le coton manufacturé, ce droit de sortie qui, majorant les produits de l'industrie hindoue sur les marchés extérieurs, avait toujours été considéré par les usiniers de Manchester comme leur sauvegarde essentielle.

La Chine et ses 300 millions d'habitants.

Mais sur les 700 millions d'habitants concentrés en cette extrémité de l'Asie, le Japon ne représente que 50 millions; quant à l'Inde elle est un tel conglomérat de langues, de religions, de castes, différentes et ennemies, non point juxtaposées mais entremêlées, qu'elle ne peut être considérée pour le moment encore comme une nation. Or une certaine unité nationale est nécessaire pour que puisse se fonder une grande unité économique. Certes, sous l'action uniformisatrice du travail industriel, cette unité nationale est en train de se réaliser par delà les castes, les religions et les langues, mais ce n'est tout de même là encore une réalité que pour demain, pas pour aujourd'hui.

Il en est tout autrement avec la Chine. Les conséquences de l'industrialisation des 700 millions d'Orientaux, qui n'avaient fait que poindre avec l'éveil du Japon, qui s'étaient précisées avec la concurrence de l'Inde, s'affirment dans toute leur plénitude avec la Chine.

La Chine a de trois à quatre cents millions d'habitants; si on en excepte quelques millions de musulmans et quelque centaines de mille de « sauvages » plus ou moins insoumis, réfugiés aux sommets des montagnes, ces trois ou quatre cents millions d'hommes sont d'une remarquable homogénéité, aussi homogènes que peut l'être une masse pareille, répartie sur 20 degrés de latitude. Ils ont la même langue, bien que naturellement ils parlent selon les régions des patois différents; ils relèvent, il est vrai, de trois religions officiellement différentes, celle de Confucius, celle de Lao-Tsé et celle du Bouddha, mais en pratique les adeptes de l'une ou de l'autre pratiquent le même culte, celui des ancêtres; enfin, la caste n'existe pas, il n'y a même point de noblesse (les nobles mandchoux du temps de l'Empire restant confinés à la Cour, ne constituaient point une noblesse véritable), il n'y a que des fonctionnaires, se recrutant par concours. Le paysan chinois est l'égal de tous, l'empereur lui-même affirmait cette égalité en accomplissant une fois par an, au moins symboliquement, le travail du paysan.

Un peuple de jardiniers.

Cette uniformité nationale, l'unité de ces 300 millions d'hommes, provient de l'uniformité dans leur mode de production, de l'unité dans leur culture du sol. Ce sont tous des cultivateurs, des cultivateurs pratiquant la culture intensive : ce sont 300 millions de jardiniers.

Ils sont venus — on dit, ils disent eux-mêmes qu'ils sont venus — il y a des millénaires, des steppes de l'Asie Centrale, pénétrant dans ce qui est la Chine actuelle par le Nord-Ouest, l'actuelle province du Kansou.

Là ils ont trouvé la terre jaune.

La terre jaune ! Terre miraculeuse !

Une terre d'une profondeur illimitée, d'une perméabilité parfaite, d'une fertilité inépuisable. Pas besoin d'amendements ou d'engrais, pas besoin de moyens puissants de défrichement où d'ameublissement, ce sol est tout prêt à recevoir la semence et à la multiplier dans une proportion qui ne diminue jamais. C'est un présent du désert. Les grands vents de l'Asie Centrale ont raclé des siècles durant le sol désertique du Gobi, en ont arraché des parcelles à toutes les natures de terrain, les ont brassées et moulues, afin d'en faire ce mélange complet et meuble qui s'est aggloméré et fixé, dès qu'arrivé sous un climat suffisamment humide.

Cette terre miraculeuse, soit sous sa forme originelle, soit après remaniement par les eaux, couvre une surface double de celle de la France. En certains points sa fertilité est telle que 40 personnes y peuvent vivre sur 1 hectare.

C'est cette terre qui a fait le Chinois. Sur ce sol fertile venu comme lui à travers le désert, comme lui il s'est fixé, cultivant et proliférant, s'ingéniant à faire vivre la progéniture la plus nombreuse sur la plus petite surface de la terre précieuse.

Puis, quand, malgré tout, le pays de la terre jaune est devenu trop petit pour nourrir cette population toujours grandissante, le Chinois a

poussé vers le Sud. Là il n'y avait plus de terre jaune, il n'a plus rencontré un sol inépuisablement fertile, mais il a trouvé néanmoins des conditions qui lui ont permis de continuer à pratiquer une culture intensive. Il a trouvé l'immense bassin du Yang-Tseu, avec ses innombrables cours d'eau, lui fournissant la base indispensable de toute culture intensive : l'eau d'irrigation. Pour suppléer à la fertilité naturelle, il imagina l'engrais, utilisant avec la plus stricte économie les moindres parcelles d'engrais organiques au premier rang desquels l'engrais humain, des dizaines de siècles avant Achères. Et au fur et à mesure qu'il parvenait sous des climats plus chauds, il substituait au blé, dans une proportion de plus en plus grande, l'autre grande céréale alimentaire, le riz.

Ainsi, de proche en proche, assimilant ou refoulant les populations autochtones, le paysan chinois envahissait successivement le bassin du Yang-Tseu, puis celui du Si-Kiang, depuis le littoral jusqu'aux hauts plateaux du Thibet et du Yunnam, pénétrant même au sein des plus hautes montagnes, dès que quelque vallée lui offrait une bande de terre arable, et de l'eau pour l'irriguer.

Cette poussée vers le Sud (1) continue aujourd'hui encore. Dans sa phase la plus récente on peut en dater avec précision les étapes. C'est à une date encore inconnue que les Annamites, cette actuelle avant-garde des Chinois vers le Sud, quittèrent la Chine pour venir s'installer dans le delta du Tonkin, mais on sait que c'est au quatorzième siècle que progressant le long de la côte, ils détruisirent le royaume malais qui occupait le territoire de l'Annam actuel, s'y substituant totalement à la population primitive. Trois siècles plus tard, fin du dix-septième siècle, ils vinrent peupler le delta du Mékong, l'actuelle Cochinchine, en y prenant la place des Cambodgiens. Actuellement enfin ils sont en train de se substituer aux Cambodgiens et aux Siamois dans ces deux pays. C'est un fait signalé par tous : dès que dans un nouveau district jusque-là occupé par une population plus primitive, l'Annamite pénètre, en très peu de temps la population indigène a complètement disparu. Il se passe ainsi sous nos yeux, en Indochine, ce qui s'est autrefois passé dans ce qui est maintenant devenu la Chine : quand le cultivateur intensif, l'irrigateur, prend possession du sol, qu'il fait produire 100, là où le possesseur primitif ne récoltait que 10, celui-ci, obligatoirement, disparaît.

Tel est l'aspect d'hier : tournons-nous maintenant vers demain.

---

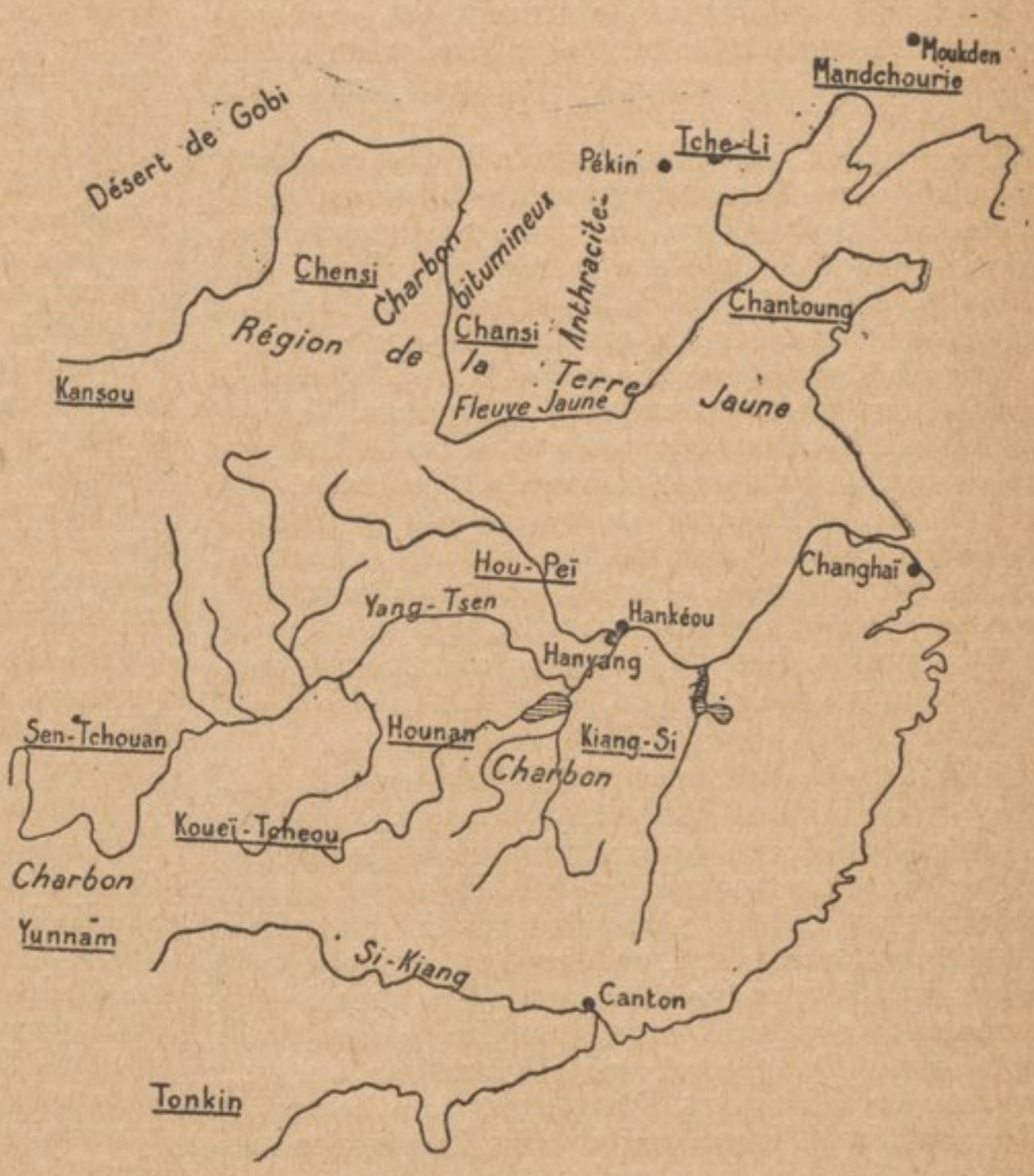
(1) Cette poussée se fait d'ailleurs également vers le Nord, mais les conditions naturelles ne lui permettent pas de se manifester sur autant d'étendue. Elle n'en existe pas moins : en Mandchourie la population est maintenant presque totalement chinoise, les Mandchoux n'y sont plus qu'une infime minorité.

Futur peuple de mineurs.

Le sol de la Chine a la terre jaune, son sous-sol a le charbon.

Le sous-sol de la Chine est littéralement rempli de charbon. De même que la Chine possède avec la terre jaune et ses plaines irrigables de quoi nourrir la plus dense population agricole qui soit au monde, de même elle possède avec son charbon de quoi utiliser les plus denses populations industrielles. Cette fourmilière paysanne peut se doubler d'une fourmilière ouvrière, une fourmilière de mineurs, de métallurgistes, de mécaniciens.

Le charbon non seulement abonde, mais il se trouve en surface, tout au moins celui qu'on connaît, car on ne s'est point encore livré à des recherches en profondeur. Sa présence à la surface fait qu'il est connu depuis toute antiquité



par les habitants, et exploité par eux, mais d'une manière fort rudimentaire, pour les besoins domestiques. Il existe cependant des exploitations modernes, la plupart entre les mains de sociétés étrangères; pour des raisons faciles à comprendre elles ne sont établies que sur les gisements proches de la côte. Ce sont celles de la Mandchourie du Sud (à Yentai et à Fouchoun, pas loin de Moukden) qui vendent leur charbon surtout aux chemins de fer de Mandchourie; celles du Tchili (à Kaïping, entre Pékin et la mer), les plus importantes, on y extrait 4 millions de tonnes par an, soit autant que dans les plus grands de nos charbonnages du Nord; enfin, celles du Chantoung.

Ces gisements, bien qu'importants, — celui de Kaïping a à peu près l'étendue de celui de Saint-Etienne, — ne sont cependant pas les grands gisements de la Chine. Ceux-ci sont plus à l'intérieur.

Le plus considérable d'eux tous, et sans doute

le plus considérable du monde, se trouve en pleine région de la terre jaune, dans le Chansi et le Chensi. D'après Richtofen, le grand explorateur de la Chine durant les années 1868-1872, auquel on continue toujours à devoir se reporter en ces matières, ce bassin houiller mesurerait 700 kilomètres de long sur 400 de large (soit de Paris à Perpignan, et de Poitiers à Nancy). Comme le grand bassin américain des Appalaches, il contient de l'anthracite (dans sa partie Est) et des charbons bitumineux (dans sa partie Ouest). Le tonnage qui y est contenu serait de 630 milliards de tonnes pour l'anthracite et autant pour le charbon bitumineux. La production du charbon en France étant actuellement d'environ 50 millions de tonnes, on voit qu'un tel gisement pourrait fournir chaque année autant de charbon que les houillères françaises, sans être épuisé avant 25.000 ans ! Et la production mondiale étant de 1.200 millions de tonnes annuellement, ce bassin pourrait fournir à lui seul aux besoins du monde entier sur la base actuelle, pendant plus de dix siècles.

Plus au Sud, en plein cœur de la Chine, dans le Hounan et le Kiang-Si, est un autre bassin, moins important, mais néanmoins d'une importance comparable à celui de Pensylvanie aux Etats-Unis.

Enfin, à l'extrémité Sud-Est, dans le Yunnam, ainsi que dans les régions limitrophes des provinces de Sseu-Tchouan et du Kouei-Tcheou, le charbon se trouve pour ainsi dire partout. Malheureusement il ne semble pas que, dans le Yunnam au moins, ce soit un charbon de très bonne qualité. Dans le Yunnam on évalue son tonnage à 30 milliards de tonnes. Toutes ces évaluations sont faites, je le répète, d'après ce qu'on voit à la surface du sol; les recherches en profondeur permettront sans doute d'accroître considérablement ces premières estimations.

Bien que constituant l'élément essentiel, le charbon à lui seul ne suffit pas pour faire un pays industriel; il faut son complément, le minerai de fer. Les richesses réelles de la Chine en minerai de fer sont encore plus difficiles à déterminer exactement que celles en charbon, parce que le minerai de fer, vague terre rougeâtre ou noirâtre, comme toutes les terres, ne tire guère l'œil; aussi est-ce le minerai qui est presque toujours le dernier découvert. Rappelons que le grand gisement de l'Ouenza en Algérie, bien qu'en surface, n'a été décelé qu'après 50 ans d'occupation, et encore parce qu'il se trouvait à proximité d'un gisement de cuivre qui, lui, avait attiré l'attention.

Cependant le minerai de fer a été signalé en Chine en maints endroits. Et d'abord au Chansi, là même où il y a le charbon, dans le même gisement que celui-ci. Il se produit en effet dans le Chansi ce qui s'est produit en Ecosse et au Pays de Galles, et qui a facilité énormément les débuts de la métallurgie britannique : les couches de minerai de fer sont contigües avec celles du charbon; en exploitant celles-ci, on exploite du même coup celles-là.

Cette région du Chansi, ce pays de la terre jaune, du charbon et du fer, semblerait donc destiné à devenir le grand centre métallurgique de la Chine, s'il n'avait l'inconvénient de n'être desservi que par le Fleuve Jaune, qui est un grand fleuve, ayant beaucoup d'eau, mais qui étale celle-ci sur une largeur telle qu'il ne lui reste la plupart du temps qu'une profondeur tout à fait insuffisante pour permettre la navigation même à des embarcations très réduites. Mais il y a également du fer dans le bassin du Yang-Tseu, pas très loin du bassin houiller du Hounan, dans le Houpei notamment. C'est plus probablement là à cause des facilités de transport que procure l'énorme réseau navigable du Yang-Tseu et de ses affluents, dont la longueur d'après Reclus, égale la moitié de la circonférence terrestre, que se créera la première grande région métallurgique de la Chine.

Ajoutons que le Chinois est extrêmement apte au travail métallurgique, comme l'ont constaté, non sans étonnement, les ingénieurs de Cockerill lorsqu'ils mirent en marche la première et jusqu'à présent seule usine métallurgique moderne de la Chine, l'usine d'Hanyang.

Industrialisation libre ou industrialisation contrôlée ?

La Chine possède donc sûrement en fait de charbon et de main-d'œuvre, très probablement en fait de minerai de fer, de quoi édifier la plus puissante industrie métallurgique du monde, une industrie à côté de laquelle celle de l'Amérique elle-même ferait figure de pygmée. L'industrialisation de la Chine, qui ne consiste encore qu'en quelques filatures à Shanghaï, une usine métallurgique à Hanyang, et 10.000 kilomètres de chemins de fer, n'est que tout à fait à ses débuts : ses possibilités sont immenses. Elles sont d'un ordre auquel il n'y a rien de comparable en Europe et en Amérique.

Dès lors la question est celle-ci : comment va se faire cette industrialisation ? Par qui et sous le contrôle de qui ? Par l'Europe, l'Amérique, le Japon, et sous leur contrôle ? Ou par les Chinois eux-mêmes, et sous le contrôle de personne ?

Dans le premier cas, les Européens, Américains, Japonais essaieront ce qu'ont essayé les Anglais aux Indes : ils tenteront de contenir cette industrialisation dans les limites où elle peut leur être profitable, c'est-à-dire dans la mesure où elle leur permettrait de se procurer à meilleur marché des matières premières, d'agrandir leur marché de produits manufacturés, et de s'approprier la plus-value produite par les nouveaux prolétaires; dans le second cas, ils devront laisser la Chine s'industrialiser comme elle l'entendra, à l'allure qu'elle choisira, et dans les directions qu'elle se déterminera, que ces directions s'accordent ou non avec les leurs.

Sur le territoire de la plus puissante agglomération agricole du monde, va-t-il pouvoir se créer librement la plus puissante agglomération industrielle ? L'Europe qui ne vit que grâce à son quasi-monopole industriel va-t-elle voir son moyen de vie lui échapper ? Au lieu de deux masses, la masse agricole et la masse industrielle se faisant équilibre aux deux bouts du vieux monde, va-t-on voir le tout, agriculture et industrie, se concentrer à l'une seule dès deux extrémités ?

Est-ce le déclin de l'Occident, est-ce l'heure de l'Orient ? Voilà la question, voilà l'enjeu et la grande bataille qui se livre actuellement entre le Kuo-Min-Tang et les Puissances, sous le couvert

des questions de concessions, de droits d'extraterritorialité et de traités inégaux.

Pour nous, l'issue n'est pas douteuse. On ne fait pas sa part au progrès: dès que celui-ci a pénétré quelque part, il finit, quoi qu'on fasse, par produire toutes ses conséquences. De même que le jour de l'an 1853 où le commodore américain Perry obligeait de force le vieux Japon agricole et féodal à ouvrir ses ports au commerce américain, l'Amérique créait son rival du Pacifique; de même que du jour de cette même année où le premier train roulait sur le sol de l'Inde, l'Angleterre créait le concurrent qui est en train de tuer son industrie de base; de même, lorsque dix ans auparavant cette même Angleterre ouvrait à coups de canons la Chine à l'opium de l'Inde, elle créait la puissance métallurgique et houillère qui la dévorera, elle et l'Europe. Il y a, sinon une justice, au moins une logique immanente.

L'Orient vaincra, et, profitant de l'expérience des classes opprimées d'Europe, conformément à la prophétie de Sun Yat Sen, il apportera une nouvelle civilisation au monde.

R. Louzon.

A travers les Livres

Albert Mathiez : *La Vie chère et le Mouvement social sous la Terreur* (Payot, édit.).

Cet important ouvrage projette une vive lueur sur la lutte des classes à l'époque révolutionnaire. Travail objectif et fouillé d'un historien qui a jusqu'alors fait beaucoup pour dégager la Révolution du brouillard de légendes qui l'obscurcissait, il mérite d'être connu des camarades attentifs à l'histoire ouvrière.

La Révolution bourgeoise a dû émettre des assignats pour combler le déficit financier. Qui allait être la victime de cette opération ? Sans doute l'Eglise et les émigrés, dépossédés de leurs biens, mais aussi le prolétariat des villes et des champs, aux prises avec la vie chère. Pour conjurer la hausse croissante des subsistances, les grands bourgeois du parti girondin, partisans du libéralisme économique, se refusent à employer des moyens exceptionnels comme la taxe et la réquisition des denrées. Mais les Montagnards, qui leur succèdent au pouvoir, doivent bien recourir à ces mesures en 1793 et organiser la dictature politique de la petite et moyenne bourgeoisie jacobines, alliées du prolétariat dans la lutte contre les ennemis de la Révolution. La Terreur est en effet, en particulier, un moyen d'approvisionner le pays et l'armée par l'application des réquisitions de grains et celle des lois sur le maximum.

Sans doute la guerre explique ce recours à la contrainte économique, mais l'on comprendrait difficilement que les Montagnards aient taxé les denrées sans trop croire à l'efficacité de la taxe.

L'on savait déjà, mais l'on saura mieux maintenant, que cette politique économique leur fut imposée par le prolétariat des villes, en particulier les ouvriers parisiens qui avaient peur de manquer de pain et qui étaient assez naturellement portés à voir en tout marchand un accapareur.

Or, ces artisans parisiens, victimes de la vie chère et dont beaucoup manquaient de travail, s'étaient choisis des chefs, obscurs pour la plupart, qui font figure d'opposants tenaces et menaçants. Sous la conduite du prêtre Jacques Roux, de Leclerc et Varlet, ils formaient le parti des Enragés pour lequel tout se ramenait à lutter contre l'accaparement, réel ou imaginaire, à exiger que l'État nourrît le peuple à bas prix, au moyen d'un impôt sur les riches. Comme les Enragés étaient très influents dans les assemblées des sections parisiennes de quartier, les Montagnards les craignaient et les accusèrent de faire le jeu de la contre-révolution. Jacques Roux, emprisonné au début de 1794, se donna la mort.

Le fait est que l'action directe anarchique des Enragés, ainsi que les manifestations violentes et les surenchères des Hébertistes qui, après avoir combattu les Enragés, avaient repris leur programme, compromettaient la stabilité du gouvernement. Celui-ci voulait rassurer les commerçants et les cultivateurs et il relâcha la politique du maximum. Mais l'on sait que, déchiré par les luttes de factions et décapité par la chute de Robespierre, ce gouvernement capitula de plus en plus devant la bourgeoisie nantie des enrichis et des parvenus.

Si le prolétariat parisien ne défendit pas Robespierre au 9 thermidor, c'est vraisemblablement parce qu'il avait été mécontent de la loi sur la taxation des salaires par laquelle les Montagnards voulurent donner une satisfaction aux boutiquiers et aux cultivateurs, victimes eux aussi du maximum. Sur cette question du maximum des salaires, qui est encore neuve, le livre de Mathiez apporte bien du nouveau.

De tels livres nous jettent au cœur même de la Révolution. Et notez qu'il ne s'agit pas de la rhétorique des immortels principes, mais du pain et des salaires, de dramatiques conflits de classe dont l'entreprise héroïque de Babœuf fut quelques années plus tard la réplique amplifiée. — Antoine Richard.

⁂

Maxime Gorki : *Notes et Souvenirs* (Calmann-Lévy édit.).

« En Russie les imbéciles eux-mêmes sont d'une bêtise originale, personnelle; quant aux paresseux, ils ont positivement du génie. » Le livre de Gorki illustre cette boutade du romancier.

Dans une vingtaine de contes, Gorki présente, dans sa manière saisissante, un grand nombre de types russes presque tous porteurs de cette « confuse inquiétude de la raison et de l'esprit, de la question « pourquoi vivre ? » dont on a fait comme un attribut de la race russe.

Les plus importants de ces contes, comme *N. A. Bougrov, Investigateurs, le Berger* sont de l'excellent Gorki; mais les plus courts ne sont pas les moins significatifs, surtout ceux consacrés à la « *Guerre et à la Révolution* ». Et je pense tout particulièrement à *Un monarchiste* où un marchand après avoir crié à Gorki : « L'homme vit de rêve »... lui propose de servir « la grande œuvre de la résurrection du rêve, du rêve véritablement national, véritablement russe » en accréditant la légende « rédemptrice » de l'origine populaire du tsarévitch !

Je pense aussi à *Vaine Vapeur* où se traduit le désarroi de certains hommes devant l'imperfection spirituelle de la Révolution. Laissons-les parler : « Maintenant, je vois le peuple triomphant réellement, mais je me sens étranger au milieu de lui. Il triomphe, mais il n'y a pas en lui cette nouveauté que j'ai vue en rêve et dans laquelle réside toute signification : il n'y a pas de transfiguration. Il triomphe, j'ai dépensé le meilleur de mes forces pour préparer ce triomphe, et je lui reste étranger. »

« C'est comme si Colomb avait enfin atteint les rivages de l'Amérique, et que l'Amérique le dégoûte. »

« Moi aussi, j'ai acquiescé au bolchevisme par l'esprit, mais par le cœur, je ne puis l'accepter. »

Mais c'est dans l'apparition d'Alexandre Blok, l'extraordinaire poète des *Scythes* et l'auteur de *Faillite de l'Humanisme* (publiés par *Clarté* voici quelques années) que se marque le mieux le désarroi désespéré d'une certaine catégorie d'hommes que nul événement terrestre ne peut assouvir. A Gorki, sur un banc du Jardin d'été, Blok demande avec une insistance obstinée : « Que pensez-vous de l'immortalité de l'âme ? » pour conclure : « La chose est que nous sommes trop intelligents pour croire en Dieu, et pas assez forts pour ne croire qu'en nous-mêmes. Comme soutien de la foi, il n'existe que Dieu et moi », et enfin pour se lamenter avec angoisse : « Le cerveau, le cerveau... C'est un organe peu sûr, monstrueusement gros, monstrueusement développé ! Enflé comme un goitre ! »

A lire Gorki, on devine l'importance du ferment mystique dans le cœur de ce grand peuple russe. Son don du rêve, sa capacité de souffrance, sa puissance de création, la flamme de son inquiétude jointe à une infinie simplicité, quel rôle jouent-ils dans le drame révolutionnaire, où une algèbre politique, féconde sans doute mais qui parfois voile l'humain, nous accoutume trop à considérer exclusivement les jeux de la production ? — B. Giauffret.

VICTOR-SERGE : *Les coulisses d'une sûreté générale.* (Librairie du Travail, éd.)

C'est la société tsariste d'hier que nous retrouvons dans ce livre. Tous les gouvernements entretiennent, à grands frais, une police politique; mais, dans ce domaine, le tsarisme était un modèle. Gouvernement anachronique, il était en état de lutte permanente et violente avec les forces de révolution qui proclamaient ouvertement leur volonté de le détruire. Or, ce modèle, nous avons aujourd'hui la possibilité de l'étudier de près, la révolution bolchévique ayant mis entre nos mains les archives de la police comme celles de la diplomatie. Ces archives policières, Victor-Serge les a patiemment étudiées et l'ouvrage que publie la Librairie du Travail est le fruit de son labeur, orienté avant tout vers l'utilisation immédiate de la connaissance des méthodes policières dont la société capitaliste se sert pour sa défense. Il y aurait certainement bien des choses intéressantes encore à en tirer, mais Victor-Serge manquait des loisirs nécessaires pour le faire et je ne crois pas que personne n'ait eu l'idée encore de continuer l'étude bien amorcée par lui. Maintenant que les possibilités de travail sérieux et méthodique existent, une telle lacune est sans excuse — A. R.

❀ ❀ ❀

Nous avons reçu :

Henri De Man : *Au delà du Marxisme.* (L'Eglantine, Bruxelles.)

G. Valois : *L'Etat syndical et la Représentation corporative;* 20 francs. (Libr. Valois.)

André Guillaume : *Un Conseil paritaire de conciliation dans une manufacture;* 15 francs. (Libr. Rivière.)

NOTES ÉCONOMIQUES

Nouveau signe d'une prochaine phase d'activité économique.

Nous avons indiqué dans un récent numéro que l'accroissement d'activité qui se manifestait un peu partout dans les usines textiles, présageait que le monde allait entrer dans une phase d'activité économique relative (1). Un nouvel indice, d'ordre plus général, renforce ce pronostic : c'est ce qu'on dénomme *l'abondance des capitaux*, c'est-à-dire l'abondance de l'argent liquide, abondance qui se révèle notamment par la baisse du taux de l'intérêt. Cette abondance est manifeste partout actuellement, en Amérique comme en Europe. Partout les banques regorgent de sommes qui y ont été mises en dépôt par leurs clients parce qu'ils n'en ont pas l'emploi; partout les grandes banques officielles, aussi bien que les banques privées, diminuent le taux des intérêts qu'elles demandent ou qu'elles servent. La manifestation la plus récente de ce phénomène a été l'abaissement du taux de l'escompte de la Banque de France à 5 %, dans le courant du mois dernier.

Or l'abondance des capitaux, le bas taux de l'intérêt, ont toujours été le prélude à une reprise de l'activité industrielle. On comprend facilement en effet, que lorsque les gens ont beaucoup d'argent dont ils ne savent que faire, qu'ils sont amenés à l'offrir pour un intérêt relativement faible, un grand nombre d'entreprises qui auraient désiré s'agrandir ou se créer, mais qui ne le pouvaient jusque là parce qu'elles ne trouvaient pas à emprunter l'argent nécessaire, ou ne le trouvaient que moyennant un intérêt qui aurait mangé tout le bénéfice, peuvent alors le faire, ce qui amène un accroissement général de l'activité économique, du fait des commandes qu'elles sont amenées à passer un peu dans tous les domaines, pour leur matériel, leurs matières premières, etc.

Cette phase d'activité mondiale sera-t-elle suffisante pour réduire à zéro le chômage en France pendant quelque temps, c'est fort possible, cela semble même probable. Il ne faudra pas oublier alors qu'étant donné que l'industrie française est maintenant privée de l'excitant continu qu'était pour elle la chute continue du franc, cette situation, éminemment favorable pour revendiquer, ne durera pas longtemps; il faudra donc se hâter de saisir l'occasion afin de reconquérir, au moins, le niveau de vie qu'on a perdu durant ces derniers mois.

(1) Il est bien entendu qu'il ne s'agit là que d'une activité toute relative, qui sera de l'activité comparativement à la période immédiatement précédente ou à celle suivante, mais que cette activité ne supprimera point la crise chronique de l'Europe, elle ne pourra que l'atténuer quelque peu momentanément.

La hausse des dividendes dans les charbonnages.

S'il y a une industrie qui aurait dû avoir la pudeur de ne pas diminuer les salaires, c'est l'industrie houillère. On sait les bénéfices véritablement fantastiques réalisés par les charbonnages français; on sait que tous les plus importants d'entre eux distribuent des dividendes qui atteignent 1.000 et 10.000 % (je dis bien : mille et dix mille pour cent), si bien entendu on perce le camouflage, je veux dire : qu'on rapporte les dividendes non au montant nominal des actions, au montant qui est inscrit sur les papiers, mais à leur montant réel, aux sommes qui ont été effectivement versées par les souscripteurs.

En outre, la grève anglaise et la chute verticale du franc leur ont permis de réaliser l'an dernier des bénéfices supplémentaires considérables. Aussi cette année augmentent-ils leurs dividendes. Voici les chiffres pour les cinq d'entre eux qui ont annoncé leurs dividendes au cours du mois dernier : *Aniche* donnera 85 francs de dividende au lieu de 65 francs l'an dernier; *Ostricourt* qui a réalisé 12.100.000 francs de bénéfices en 1926 au lieu de 8.900.000 en 1925, donnera 65 francs de dividende au lieu de 50; *Vicoigne et Nœux* donnera un dividende de 35 francs au lieu de 25 francs l'an dernier; *Anzin* portera le sien de 55 à 75 francs; *Dourges* enfin a réalisé un bénéfice net de 21.555.306 francs au lieu de 15.356.438 seulement en 1925.

Les mines qui ne sont pas des mines de charbon sont d'ailleurs également dans une situation florissante : ainsi les *Ardoisières d'Anjou*, dont les grandes carrières de Trélazé ressortent en fait à l'industrie minière, ont fait 4.156.338 francs de bénéfices au lieu de 2.977.400 en 1925.

Les bénéfices et dividendes distribués aux actionnaires ont donc augmenté d'une année à l'autre de 30 à 35 %; on n'en réduit pas moins les salaires de près de 10 %. Ce qui prouve une fois de plus que bien fous sont ceux qui espèrent que si le patron « fait une bonne année », ils en profiteront; il n'y a qu'un seul facteur qui détermine le niveau du salaire, c'est le degré de force de la classe ouvrière.

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le réveil chez Citroën

La grève qui vient de se produire chez Citroën est le résultat de la fameuse « rationalisation ». Elle s'est déclenchée brusquement dans les ateliers du XV^e^ qui, l'an dernier, avaient refusé de se solidariser avec leurs camarades de Saint-Ouen. Comme quoi il ne faut jamais désespérer !

A l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'extension que prendra ce mouvement, mélange de grève, de lock-out, de diminution de la production sur le tas. Mais que le travail reprenne ou que la lutte continue, les causes du conflit méritent d'être examinées.

Quand Citroën déclare, dans son communiqué du 27 avril, qu'à aucun moment il n'a diminué les salaires, qu'ils sont actuellement les plus élevés qu'il ait jamais payés, il ment, on le pense bien. Mais ce qu'il faut dire, c'est que le malaise couvait depuis des mois, qu'il s'est aggravé en mars dernier, quand a commencé l'organisation d'usinage de sa nouvelle machine, la B. 14 et qu'est entrée en application la méthode du travail en équipe remplaçant le travail et le boni individuels.

Pour comprendre, il faut savoir que chez Citroën les pièces n'ont pas de prix ; elles sont payées au temps minute. Au mois d'août dernier, pour le calcul du boni, le temps minute était de 0,02, ce qui donnait pour l'heure un boni de $0{,}02 \times 60 = 1$ fr. 20 ; latitude était donnée aux ouvriers habiles d'atteindre 1 fr. 75. Il est exact que le temps minute a été porté à 0,025, qu'il devait être même porté à 0,03. Alors comment se fait-il qu'à la paye les ouvriers aient touché moins ? C'est qu'on avait fait donner les chronométreurs pour rogner le nombre de minutes qu'il faut théoriquement pour une pièce. On augmentait le prix mais on diminuait le nombre.

Un autre facteur a joué. Lorsque Citroën a porté sa production journalière à 500 voitures, on sait qu'il a embauché une certaine quantité d'ouvriers qui n'étaient forcément pas au courant du travail. Le boni collectif des équipes, du coup, a diminué dans certains cas jusqu'à 0 fr. 50 de l'heure, malgré que le temps minute ait été porté à 0,025.

Ajoutons que lorsque Citroën diminua, dernièrement, le prix de ses voitures, il supprima en même temps les 0 fr. 30 de prime de vie chère.

Il ne fait pas de doute que les ouvriers se sont montrés en général adversaires du travail en équipe, qu'il a plu au seigneur de l'automobile de leur imposer, sans les appeler à la moindre discussion. On ne discute pas, on doit subir et accepter la revision des temps qu'il plaît aux chronométreurs du patron d'imposer.

La dernière paye a été plus désastreuse encore que les précédentes, malgré une augmentation du taux d'affûtage de 0 fr. 25. A quoi était-ce dû? A la fameuse revision des temps. Quelques catégories étaient augmentées, mais la grande majorité étaient diminuées.

Ce fut la dernière cause qui détermina l'arrêt spontané du travail à Gutenberg. Citroën y répondit par le lock-out du XV^e^.

Le lundi 25, à la réouverture annoncée par Citroën, qu'allait-il se produire ? L'*Humanité* du 24 avril avait publié une note du Comité des lockoutés lançant le mot d'ordre : « Dans les usines Citroën du XV^e^ que personne ne rentre ! » et demandant aux ouvriers des usines de Saint-Ouen, Levallois, Clichy, de rentrer, mais pour préparer, dans l'intérieur de l'usine, la solidarité avec le XV^e^. L'Union générale parisienne des métaux reprenait ce mot d'ordre à son compte.

Mais alors que la solidarité des autres usines ne pouvait s'exercer que si les lockoutés du XV^e^ ne rentraient pas, ceux-ci ne parurent guère s'inquiéter du mot d'ordre lancé par leur Comité, repris ensuite par le Syndicat. Dans l'après-midi, cependant, une équipe de Javel débraye. Sur ce fait, le Bureau de l'Union syndicale lance le mot d'ordre de la grève générale des usines Citroën pour le lendemain, mardi matin, à 8 heures.

Les ouvriers des usines de Saint-Ouen et Levallois répondent à cet appel et entrent dans le mouvement aux côtés des grévistes de Javel. Citroën décide la fermeture de Saint-Ouen et Levallois.

Le mercredi matin, la situation se présente ainsi : grève complète à Saint-Ouen et Levallois, partielle à Javel. Points noirs : Clichy et, fait curieux, Gutenberg d'où, cependant, le conflit est sorti. L'*Humanité* annonce que « 15.000 ouvriers sont dans l'action ».

Ce n'est pas le moment d'examiner quel rôle a joué le Syndicat, tant à la veille du conflit que dans le conflit même. Citroën appartient à une forte organisation capitaliste, le Comité des Forges ; ses ouvriers ne sont pas organisés, ou en si petit nombre. Mais avec ce petit nombre, l'Union syndicale pouvait suivre le malaise qui couvait, pousser à l'organisation et empêcher que le mouvement débute dans la pagaïe.

Enfin, dimanche, le Syndicat semble avoir été mis devant le fait accompli par le Comité de lock-out, qui décida lui-même la grève du XV^e^ et la préparation à la grève dans les autres usines. Les sections syndicales des différentes usines Citroën ne paraissent pas avoir été mieux consultées.

Nous doutons qu'on puisse, par de telles méthodes, contraindre l'homme de la Tour Eiffel à renoncer à ses méthodes de surexploitation et l'obliger à retirer sa diminution de salaires ; il faut une organisation ouvrière forte et pour que celle-ci soit forte, il faut qu'elle inspire confiance.

LES TERRASSIERS SE LIBÈRENT

Les membres du bureau et du Conseil syndical des Terrassiers unitaires, mis en minorité à l'assemblée générale du 24 avril, viennent de démissionner.

Un conflit s'était élevé entre la direction du Syndicat et les terrassiers travaillant aux chantiers de la ville de Boulogne. Après avoir voulu imposer l'embauche d'un de ses amis, puis exigé le départ du délégué du chantier, le bureau du Syndicat a subitement mis tous les terrassiers de ce chantier en demeure de se faire régler, sous peine de sanctions.

Cette décision a été prise sans que les intéressés aient été appelés à s'expliquer; aussi, ils ne l'acceptèrent pas, pensant avec raison que le Conseil n'avait pas le droit d'agir de la sorte, vu que les conditions syndicales à ce chantier sont respectées, que les ouvriers sont payés au-dessus du tarif syndical, et qu'ils bénéficient de la semaine anglaise payée.

Les dirigeants du Syndicat n'entendent pas que leurs ordres soient discutés; imitant les méthodes de dictature employées jadis par Hubert et ses amis, ils voulurent imposer à l'assemblée générale l'exclusion des camarades qui avaient refusé de s'incliner devan leur ukase.

Mais les terrassiers en ont assez de voir leur belle et forte organisation livrée aux fantaisies des cellules; ils en ont assez de voir les dirigeants de leur syndicat appliquer servilement tous les mots d'ordre venus d'en haut, sans daigner consulter les cochons de payants et sans leur rendre compte de toute l'action de l'Union ou de la Fédération à laquelle ils s'associent sans réserve.

Et ils viennent de le signifier carrément. Les syndicalistes, qui ont toujours été nombreux chez les terrassiers, entendent redresser leur organisation et l'arracher à l'emprise politicienne. De la discipline syndicale, tant qu'on voudra et pour tous. Mais, merci pour la discipline du Parti communiste !

Bravo ! les terrassiers, vous venez de donner le signal du réveil; continuez et d'autres vous suivront.

AU CONGRÈS DES CHANTIERS

Deux méthodes, deux conceptions de l'unité d'action pour la défense des huit heures et contre la diminution des salaires se sont opposées au Congrès des Chantiers parisiens du Bâtiment.

L'une qui tend à remettre la direction du mouvement à une seule organisation syndicale, en cherchant à entraîner derrière elle des groupes de syndiqués des autres organisations, mais sans appeler la collaboration des organisations confédérées et autonomes; l'autre qui préconisait l'accord entre tous les syndicats du bâtiment, sans distinction, pour l'organisation d'un Comité mixte, imposant ainsi par la cohésion des syndiqués le respect aux inorganisés.

L'une qui envisage que l'action pourra revêtir différentes formes « sans en exclure l'action directe », mettant celle-ci au deuxième plan, l'autre n'ayant confiance qu'en l'action directe et demandant la formation par le Comité mixte d'équipes de chasse aux heures supplémentaires, comprenant des militants de toute tendance, harcelant systématiquement les jaunes et le patronat; demandant en outre que le Congrès signifie au patronat que toute atteinte à la journée de huit heures entraînera une vague de sabotage.

C'est la première conception qui l'a emporté, et de loin ! La résolution qui s'en inspire, présentée par les dirigeants de la Fédération unitaire du Bâtiment, a rallié 434 voix contre 6.

Est-ce à dire qu'elle traduit exactement l'état d'esprit des bâtimenteux parisiens ? Nullement. Mais, ce premier Congrès de Chantiers, gêné par la phobie des autonomes — je ne veux pas chercher si elle est fondée ou non — n'a pas su exprimer sa pensée véritable. Je doute qu'il soit sorti grand'chose de pratique de ce Congrès. La composition du Comité de défense des huit heures, dont la création a été décidée, a été laissée au choix du Bureau fédéral unitaire, en y adjoignant deux confédérés, deux autonomes, deux non-syndiqués. Quelle force supérieure à celle des syndicats unitaires peut avoir ce Comité nommé dans le mystère ?

Une autre discussion caractérise ce Congrès. Celle provoquée par une proposition de demander aux organisations syndicales de toutes tendances d'accentuer l'arrêt du travail ce 1er Mai, en raison de l'offensive patronale contre les huit heures, accentuation possible uniquement dans les services publics (S. T. C. R. P., Gaz, Electricité) qui en raison du dimanche sont particulièrement mis en évidence cette année. Suivant cette résolution, le Congrès aurait dû adjurer l'Union des Syndicats unitaires de la région parisienne, qui contrairement à toutes les traditions du prolétariat, contrairement à son intérêt réel, avait approuvé l'attitude des travailleurs des T. C. R. P., décidés à travailler en ce jour et laissant aux autres corporations des services publics latitude de faire ce que bon leur semblerait.

Il fut impossible d'obtenir du président du Congrès que cette motion fut mise aux voix : par contre une proposition déformant ridiculement ce point de vue et protestant contre l'ingérence dans la situation des T. C. R. P., fut votée immédiatement après avoir été déposée, par 410 voix contre 30 environ.

Il ne s'agissait pas d'ingérence dans la situation des T. C. R. P., mais d'une demande à l'Union des Syndicats. Mais les scrupules n'étouffent pas les généraux de la « direction unique ». Le compte rendu mensonger donné le lendemain par l'*Humanité* montre bien le bourrage de crânes qu'on espère faire accepter. — UN DÉLÉGUÉ DE CHANTIER.

LA BOLCHÉVISATION CONTINUE AU SYNDICAT PARISIEN DES MÉTAUX

Le IVe Congrès du Syndicat des Métaux de la Région parisienne, qui s'est réuni le 25 avril, ne fut pas un brillant témoignage de la vitalité d'une organisation considérée comme le type du syndicat bolchévisé. 217 délégués y participaient, représentant en tout 2.602 syndiqués, alors qu'en 1926 l'organisation comptait 6.000 cotisants réguliers. De grosses usines, Panhard, Voisin, Talbot, Delaunay-Belleville, Bréguet, Delage, l'usine principale Renault, n'étaient pas représentées.

Après l'exposé du rapport moral, la discussion est réellement étouffée par la limitation à cinq minutes du temps de parole des délégués, alors que la faiblesse révélée par le Congrès lui-même aurait dû faire l'objet d'un débat des plus larges. Mais il fallait à tout prix éviter que les interventions minoritaires portent leurs fruits.

Un délégué de chez Renault vient dire : « Le Syndicat n'a aucune politique; il arrive trop tard dans la dernière grève; il abandonne une action quand celle-ci débute à peine. Aucune continuité. Pas de mots d'ordre suivis. »

Un autre délégué constate : « La classe ouvrière nous délaisse, nous quitte. »

Une protestation est formulée contre l'idée du retrait du secours de chômage lancée dès le début de la crise, idée qui n'a pu que détourner les métallurgistes du Syndicat.

Roumeguère rappelle comment l'on escamote, dans les comptes rendus des Congrès, les résolutions adoptées. Ce fut le cas pour la solidarité positive proposée par la minorité envers les mineurs anglais. Il dénonce l'erreur de la subordination du Syndicat au Parti communiste.

Invectivé, interrompu — encore un témoignage de la liberté d'expression, Monmousseau ! — Delagarde apporte à son tour le point de vue de la minorité sur le dernier Congrès des Usines et, un secrétaire ayant déclaré avoir été « trompé par les économistes bourgeois », il rappelle les prévisions faites par Louzon dans la *Révolution Prolétarienne*. Delagarde note en passant combien la gestion de l'Union des Syndicats fut mauvaise, ainsi qu'en témoigne le rapport adopté à l'unanimité par le dernier Comité général. Puis il dit que la cause de la décadence du mouvement constatée par les délégués, *c'est qu'au gouvernement des syndicats par eux-mêmes, on a substitué le gouvernement des syndicats par le Parti communiste.*

Les secrétaires répondent que la faiblesse du syndicat doit être attribuée au chômage. Partiellement, c'est vrai, mais faire du chômage l'explication générale, voilà qui est par trop simple. Il est également très facile de défendre un rapport moral en qualifiant

« ordure » un tract de la minorité. Mais ces habiletés ne peuvent rien résoudre.

Leveneur défend le rapport financier. Ce rapport est apparu irrégulier par suite de « coquilles » typographiques. (Les « coquilles » typographiques sont aussi providentielles que les erreurs de dactylographes !) Toujours est-il que l'excédent de recettes du deuxième trimestre 1926, qui est de 28.658 fr. 40, se traduit dans la réalité par un déficit de 7.761 fr. 95. Quant au dernier Congrès des Usines, son déficit s'élève à plus de 16.000 francs. Quelles finances remarquables !

Un Congrès qui, passivement, accepta — moins dix voix — les rapports moral et financier, ne pouvait moins faire que de se plier à la volonté des dirigeants qui lui présentèrent, pour la C. E., une liste de candidats triés sur le volet de l'orthodoxie communiste, et ne voulurent pas — et pour cause ! — indiquer si les candidats travaillaient réellement en usine.

Que sort-il de ce Congrès ? On va reconstituer les sections locales, que l'on a fini par reconnaître indispensables, et dont la disparition est maintenant considérée comme une faute. L'exemple de la Seine-et-Oise, où les effectifs ont fondu comme beurre en poêle, est là. Puis, on va constituer une « Commission de propagande ». Il n'aurait pas été inutile que la minorité soit appelée, au sein de la C. E., à apporter sa quote-part dans l'effort qui s'impose pour que le syndicat cesse — les conflits les plus récents le montrent, hélas ! — d'être au-dessous de son travail. Ce Congrès, qui s'est terminé dans une atmosphère de lassitude, ne l'a pas voulu. Le syndicat reste bolchévisé. Donc il reste impuissant.

ABDICATION

L'Union des Syndicats de la région parisienne avait convoqué son Comité général le 13 avril. Deux questions à l'ordre du jour : le 1er Mai et le compte rendu du C. C. N.

Seule la première question fut discutée. La seconde ne fut même pas effleurée. Ainsi les syndicats n'auront pu dire, ni avant, ni après, ce qu'ils pensent des fameuses propositions d'unité. Et on appellera ça de la démocratie syndicale !

Sous prétexte que le 1er Mai tombe, cette année, un dimanche, les représentants des syndicats qui ont des adhérents travaillant habituellement ce jour-là, défilent à la tribune pour déclarer, les uns après les autres, qu'ils ont décidé de ne pas chômer le 1er Mai. Et le bureau de l'Union d'approuver, et l'ensemble des délégués d'accueillir avec sympathie les déclarations les plus défaitistes.

Par contre, quelles explosions de haine et quelles injures ont essuyés les rares opposants qui essayèrent d'empêcher cette abdication !

Mais mieux que ces violences, quelques détails feront comprendre l'état d'esprit de ce Comité.

Au nombre des syndicats qui renoncent à la lutte ce 1er Mai, il y a celui des Transports en commun, celui-là même qui, il y a deux ans, mena une lutte magnifique et conquit de haute lutte le droit de faire grève le 1er Mai, faisant plier la puissante Société des T. C. R. P. et détruisant du même coup le syndicat confédéré qui s'était opposé à l'ordre de chômage (1). Par contre, un syndicat également important, celui des Cochers-Chauffeurs, fait connaître, lui, qu'il a donné à ses adhérents l'ordre de chômage.

Vous croyez sans doute que l'on a regretté l'attitude du premier et félicité le second. Détrompez-vous : l'ordre du jour présenté par Raynaud approuve le Syndicat des T. C. R. P. et fait le silence sur celui des Cochers-Chauffeurs. Quant aux autres syndicats, l'Union se refuse à leur adresser la moindre invitation, la plus timide suggestion.

Voilà, n'est-ce pas, encore un pas en avant, comme dit l'*Humanité !* — F. C.

(1) Voir n° 6 de la *R. P.*, juin 1925.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 11 AVRIL. — Le Parti Communiste, la C.G.T.U., l'A. R. A. C. et les Jeunesses Communistes constituent un Comité d'action.

MARDI 12. — *Chine :* A Shanghaï, conflit armé entre nationalistes et communistes.

MERCREDI 13. — *Chine :* A Shanghaï, l'armée nationaliste perquisitionne les locaux des Syndicats. La Milice ouvrière est désarmée.

Hongrie : Ajournement du procès Szanto-Vagi.

JEUDI 14. — Arrestation de deux militants communistes à Saint-Cyr-l'Ecole, et mandat d'arrêt lancé contre Crémet, conseiller municipal communiste.

VENDREDI 15. — Mort de Fargal, militant confédéré des mineurs de l'Hérault.

Chine : L'Internationale communiste dénonce la trahison du général Chang Kaï Shek.

— Réponse du gouvernement cantonais à la note des puissances relative aux événements de Nankin.

SAMEDI 16. — *Belgique :* Vingt-six mineurs tués par un coup de grisou à la Louvière.

DIMANCHE 17. — A Lyon, Congrès du Parti Socialiste S. F. I. O.

JEUDI 21. — Lockout aux usines Citroën, à la suite de la protestation ouvrière contre une tentative brusquée de diminution des salaires.

— Arrestation à Nantes de Guibert, militant communiste condamné en 1925 pour sa propagande contre la guerre du Maroc.

Japon : Grave crise financière; la plupart des banques suspendent leurs paiements.

VENDREDI 22. — Discours anticommuniste du ministre Sarraut à Constantine.

Italie : Zaniboni, auteur d'un attentat manqué contre Mussolini, est condamné à trente ans de réclusion.

SAMEDI 23. — Le Comité National de la Fédération des Fonctionnaires ratifie les conditions posées par la C. G. T. à l'adhésion au Cartel confédéré des Services publics.

— Neuf mineurs tués par un coup de grisou à Graissessac (Aveyron).

DIMANCHE 24. — Congrès des ateliers et chantiers du Bâtiment, et Congrès du Syndicat des Métaux de la région parisienne.

— Constitution du Cartel confédéré des Services Publics.

— Manifestations organisées par la Fédération unitaire du Sous-Sol contre la diminution de salaires des mineurs.

Les intellectuels contre la loi Boncour-Buat.

La revue *Europe*, du 15 avril, a publié la déclaration suivante au bas de laquelle figurent, en outre des noms habituels de R. Rolland, Barbusse, Richard-Bloch, Bazalgette, Duhamel, Werth, Hamp, Séverine, etc., un certain nombre d'autres signatures plus inattendues, qui témoignent de l'émotion provoquée dans les milieux intellectuels; signalons celles de Charles Andler, Lucien Descaves, Charles Gide, Paul Langevin, Frédéric Lefèvre, A. Prenant, Georges Renard, F. Schmitt, André Spire, E. Wuillermoz, etc. :

Nous avons pris connaissance des deux derniers paragraphes de l'article IV de *la loi sur l'organi-*

sation générale de la nation pour le temps de guerre, votée le 7 mars dernier, par la Chambre des députés, par 500 voix contre 31 et ainsi formulés :

ART. IV. — *La mobilisation des armées de terre et de mer, acte principal de la mobilisation nationale, est préparée respectivement par le ministre de la Guerre et par le ministre de la Marine et exécutée par leurs soins.*

La mobilisation nationale comporte en outre :

. . . . . .

4° *Dans l'ordre intellectuel, une orientation des ressources du pays dans le sens des intérêts de la défense nationale;*

5° *Enfin, toutes les mesures nécessaires pour garantir le moral du pays.*

Ce texte nous semble abroger pour la première fois en temps de guerre toute indépendance intellectuelle et toute liberté d'opinion, supprimer le simple droit de penser. Nous estimons qu'il constitue l'atteinte la plus grave qui ait jamais été portée à la liberté de conscience, qu'il serait d'ailleurs en désaccord avec l'idée d'une nation armée qui suppose le libre assentiment des citoyens. Nous devons en conséquence nous élever de toutes nos forces contre cette inadmissible et irréalisable ingérence de la loi dans un domaine qui lui échappe.

⁂

Une lutte internationale des marins.

Un rapprochement s'impose entre la tentative de scission faite par Rivelli dans l'organisation confédérée des marins français, adhérents à l'Internationale des Transports, et le mouvement que celle-ci prépare activement en faveur d'une réglementation internationale des heures de travail à bord. Il s'impose avec plus de force depuis que l'on sait que les « Laboureurs de la Mer » tinrent leurs premières assises dans les locaux mêmes du Comité des Armateurs.

Fimmen expose dans le *Bulletin de l'I. T. F.* de mars, où en est la préparation de ce mouvement des marins :

Les délibérations de la Commission consultative des marins furent consacrées presque entièrement à l'examen du mouvement à engager par les organisations de marins, sous la direction de l'I. T. F., en faveur d'une réglementation internationale des heures de travail à bord.

La Commission décida d'adopter comme base pour son action le programme rédigé en janvier 1926 et portant réglementation de la journée de huit heures pour toutes les catégories de marins. Il fut décidé d'entamer une action internationale de large envergure, en collaboration, si possible, avec les organisations non adhérentes qui souscrivent au programme de l'I. T. F.

L'institution d'une caisse spéciale qui serait alimentée par des cotisations supplémentaires, fut décidée. L'assemblée décida que, comme premier prélèvement, on demanderait à toutes les organisations de marins, outre la cotisation régulière à l'I. T. F., un versement de 25 cents hollandais par membre. Cette décision, prise à l'unanimité, fut très favorablement accueillie par les organisations affiliées.

On tâchera, en outre, d'intéresser et de faire concourir les marins individuellement à l'action et à la propagande qui sera menée, de vive voix et par écrit, au moyen de manifestes, de feuilles volantes et de meetings nationaux et internationaux dans les principaux ports.

En prenant cette décision, la Commission consultative des marins s'est laissée guider par la considération que, quoiqu'on dise ou décide dans des conférences internationales à Genève et ailleurs, la question de savoir si les marins obtiendront réellement la journée de huit heures, sera déterminée uniquement par la puissance et le pouvoir qu'ils réussiront à faire valoir.

La campagne entamée a donc pour but d'accroître la puissance et le pouvoir des gens de mer dans le domaine national et international, de telle sorte qu'ils soient en mesure de contraindre le patronat et les gouvernements à leur accorder la journée de huit heures.

⁂

Les conditions de l'admission des fonctionnaires.

Les dirigeants de la vieille C. G. T. viennent de dire à quelles conditions ils peuvent accepter les organisations de fonctionnaires; voici la partie principale du texte établi par la Commission administrative, texte que le Conseil fédéral des Fonctionnaires a ratifié :

La Commission administrative estime que le recrutement de la C. G. T., comme celui de tout autre groupement, n'est normal et utile que s'il répond à un renforcement loyal et sympathique, ce qui implique, de la part des nouveaux organismes adhérents, une volonté et un but de collaboration sympathique et le désir de travailler à son développement et à sa prospérité.

Sans porter atteinte à la liberté de chacun de ses membres d'exprimer leur pensée et d'œuvrer au perfectionnement de ses méthodes de travail comme de ses moyens d'action, elle déclare que le syndicalisme repose sur les bases édifiées par l'expérience et sur des principes fondamentaux qui ne sauraient disparaître sans annihiler sa personnalité, fausser son véritable caractère et sans qu'il se trouve confondu avec les groupements politiques.

La Confédération a le primordial devoir de défendre ces assises et d'exiger que les organisations qui veulent entrer dans son sein en approuvent les principes fondamentaux.

Il est donc normal que les syndicats nationaux de fonctionnaires, en donnant leur adhésion au cartel constitué sous l'égide de la C. G. T., s'engagent explicitement à respecter et défendre l'indépendance et l'autonomie du mouvement, telle que l'a définie la charte d'Amiens.

Que cette adhésion implique le désaveu formel de toute prétention et de toute action d'un parti politique en vue de subordonner le mouvement syndical, ce qui est le cas du Parti communiste qui, par ses mots d'ordre, l'action de ses fractions, ses cellules et ses rayons, s'ingère dans la vie des organisations syndicales.

Cette adhésion signifie ensuite que la Fédération syndicale internationale, dont le siège est à Amsterdam, et à laquelle la C. G. T. française est affiliée, est l'organisation internationale toujours susceptible de perfectionnement, à laquelle la C. G. T. doit rester fidèle.

Que la C. A. entend exiger de toutes les organisations adhérentes à la C. G. T., une attitude régulièrement et rigoureusement disciplinée, c'est-à-dire respectueuse des décisions prises par la C. G. T. tant sur les principes du syndicalisme que sur la position à l'égard des organismes économiques nationaux et internationaux (Bureau international du Travail, Société des Nations, Conseil national économique).

Pour toutes ces considérations, la C. A. de la C.G.T. a décidé que pour adhérer au cartel constitué sous son égide, les syndicats nationaux devront, par la signature de leurs représentants, considérer comme fondées et acceptées par eux les conditions et considérations contenues dans cette déclaration.

Faut-il voir dans ce document le moyen habile d'empêcher la minorité à tendances révolutionnaires qui se manifeste dans la Fédération des Fonctionnaires, d'entrer à la C. G. T. ?

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet.
Téléphone Gut. 30-79.
J. Amilcar, directeur. — 858-4-27.